

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

PARTICIPATION DES SERVICES EXTERIEURS DU TRESOR A LA MISE EN ŒUVRE DES CONTRATS DE PLAN

Le décret n° 70-1221 du 23 décembre 1970 (J. O. du 25 décembre 1970) offre aux communautés urbaines la possibilité de conclure un contrat avec l'Etat, représenté par le Préfet, en vue d'assurer l'exécution d'équipements prioritaires inclus dans le programme de modernisation et d'équipement de l'agglomération à laquelle la communauté appartient (annexe 1).

L'instruction interministérielle du 5 août 1971, adressée aux Préfets, commente les dispositions du décret et du contrat type qui y est annexé. Elle fixe les conditions de préparation des contrats de plan et en précise les modalités d'exécution (annexe 2).

La mise en œuvre de cette procédure contractuelle associe à plusieurs niveaux les Services extérieurs du Trésor.

La présente instruction a pour objet de rappeler le contenu et la portée des contrats de plan et de préciser les conditions dans lesquelles seront exercées les nouvelles attributions qui en découlent pour les Services extérieurs du Trésor.

DESTINATAIRE POUR APPLICATION

DIFFUSION

G

4

TPG

CHAPITRE I

LE CONTENU ET LA PORTEE DES CONTRATS DE PLAN

Les contrats sont conclus en vue de l'exécution d'un certain nombre d'équipements jugés prioritaires parmi les opérations prévues au P. M. E. de l'agglomération. Ces équipements peuvent être réalisés par l'Etat, par la communauté urbaine et, éventuellement, par d'autres maîtres d'ouvrages dont les opérations présentent un intérêt essentiel pour le développement de l'ensemble de l'agglomération. La liste des équipements retenus est jointe en annexe au contrat. Elle comporte un échéancier prévisionnel de réalisation financière.

Le contrat comprend des engagements financiers de l'Etat, et de la communauté urbaine, pour une période de trois ans (ces engagements sont détaillés dans un tableau figurant dans le contrat type), mais, chaque année, un avenant permettra de reviser les engagements relatifs aux deux dernières années d'exécution du contrat, et de prolonger le contrat d'une année.

Par ailleurs, des substitutions d'opérations peuvent être pratiquées en cours d'année après avis du Trésorier-Payeur Général.

Le contrat de plan est signé par le Président de la communauté urbaine et par le Préfet.

Ce dernier reçoit, des instances administratives régionales et nationales qui doivent être associées à tous les stades de la préparation du contrat, les observations et instructions éventuelles relatives aux équipements de leur compétence.

La réalisation financière des opérations prévues au contrat est suivie dans une comptabilité d'engagement qui permet de dresser chaque année un bilan d'exécution du contrat de plan.

CHAPITRE II

LE ROLE DES SERVICES EXTERIEURS DU TRESOR

A l'examen des textes relatifs aux contrats de plan, il apparaît que les services du Trésor ont un rôle important à jouer, tant au niveau de la préparation des contrats qu'au niveau de leur exécution.

SECTION 1

PREPARATION DES CONTRATS

L'instruction interministérielle recommande aux Préfets de se faire assister du Trésorier-Payeur Général du département siège de la communauté urbaine dans la phase de préparation du contrat. Par ailleurs, le projet de contrat étant présenté à la conférence administrative régionale, les Trésoriers-Payeurs Généraux de région auront à faire connaître leur avis dans le cadre de l'article 12 du décret du 14 mars 1964. Il va sans dire que, lorsque la communauté urbaine n'est pas située dans le département chef-lieu de la région, une coordination étroite doit être assurée entre les deux comptables supérieurs concernés.

La participation des comptables supérieurs à cette première phase leur confère un rôle important de conseiller du Préfet. Ils devront faire porter leur attention en particulier sur les points suivants : cadrage financier du contrat de plan, choix des opérations prioritaires, conditions d'association de tiers à la réalisation des équipements, montant de l'autofinancement de la communauté.

Paragraphe 1. — Cadrage financier du contrat.

Les contrats de plan ayant pour objet d'assurer l'exécution du P. M. E. de l'agglomération, il importe, comme le précise l'instruction interministérielle, que la préparation des P. M. E. soit effectuée avec le plus grand soin, et qu'en particulier, les travaux de la commission locale du P. M. E. aient tenu compte des préoccupations de la communauté urbaine, que les études financières aient permis d'établir une comptabilité parfaite entre les équipements prévues au P. M. E., le programme régional de développement et d'équipement, et les possibilités financières de la communauté urbaine.

En effet, il est nécessaire qu'un équilibre soit maintenu à l'intérieur de la région et, afin d'éviter qu'une partie trop importante des crédits dont elle peut bénéficier ne soit absorbée par les engagements pris par l'Etat pour l'exécution du contrat du Plan, l'instruction interministérielle a prévu que, pour les équipements de catégories II, III et IV, des hypothèses financières seront déterminées en fonction des prévisions du programme régional de développement et d'équipement.

Toutefois, dans la phase préparatoire, et tant que le programme régional de développement et d'équipement n'a pas été examiné par le Commissariat général du Plan, le montant des autorisations de programme à inscrire au contrat de plan doit être limité à 40 % du total des crédits de catégories II, III et IV revenant à l'agglomération de la communauté urbaine dans le projet de programme régional de développement et d'équipement correspondant à l'hypothèse B de l'enveloppe financière (non compris les équipements exclus de la programmation régionale).

Cette mesure de prudence peut être paralysée si le P. M. E. de la communauté urbaine est artificiellement gonflé par rapport aux autres P. M. E.

Un contrôle sérieux de la valeur du P. M. E. de la communauté et de la cohérence interne des différents P. M. E. de la région s'avère donc indispensable.

Paragraphe 2. — Choix des opérations prioritaires.

Le contrat de plan ne concerne qu'une partie des équipements prévus dans le P. M. E. de l'agglomération. Il constitue un « noyau dur » sur lequel porte l'engagement de l'Etat.

Il convient donc de veiller tout particulièrement aux choix des opérations à réaliser au titre du contrat. On retiendra en priorité les opérations qui sont de nature à favoriser le développement de l'ensemble de l'agglomération. Bien entendu, les équipements ayant fait l'objet d'une déclaration de priorité au niveau national devront, sauf circonstances exceptionnelles particulières à l'agglomération en cause, être inclus dans le contrat.

Par ailleurs, l'un des objectifs principaux des contrats étant d'assurer la cohérence des réalisations de l'Etat et des communautés urbaines, on veillera à ce que les équipements nécessaires à la desserte ou à l'aménagement extérieur des bâtiments publics réalisés par l'Etat, et qui en conditionnent l'utilisation, figurent bien parmi les opérations à la charge de la communauté urbaine.

Paragraphe 3. — Conditions d'association des tiers.

Exceptionnellement, des engagements de l'Etat et des communautés urbaines pourront porter sur des équipements réalisés par des tiers lorsque ces réalisations présentent un intérêt essentiel pour le développement de l'ensemble de l'agglomération. Dans ce cas, il appartiendra au Trésorier-Payeur Général de formuler un avis sur ce point et de veiller à ce qu'il ne soit pas perdu de vue que l'Etat entend, par les contrats de plan, se lier avec les communautés urbaines et non avec les communes qui en sont membres et que, si un équipement communal intéresse l'ensemble de

l'agglomération, il devrait normalement être transféré à la communauté urbaine en application de l'article 5 de la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966. Par ailleurs, le Trésorier-Payeur Général vérifiera que le tiers a été associé à la préparation du contrat et s'est bien engagé préalablement à réaliser les opérations en cause.

Paragraphe 4. — Montant de l'autofinancement de la communauté urbaine.

L'application de l'article 6 du contrat, qui détermine le montant de l'autofinancement que la communauté urbaine s'engage à réaliser, mérite une attention particulière.

Cet autofinancement, afférent aux opérations annexées au contrat de plan, peut concerner :

- soit des opérations subventionnées par l'Etat : il représente, dans ce cas, la différence entre le coût total de l'opération et le montant des concours extérieurs dont bénéficie la communauté (subventions et prêts) ;
- soit des opérations financées en totalité par la communauté urbaine.

Il appartiendra au Trésorier-Payeur Général, compte tenu de la situation financière globale de la communauté urbaine et de ses perspectives d'avenir, de formuler un avis sur l'autofinancement minimum qu'elle devra réaliser pour ne pas compromettre à terme son équilibre financier par un accroissement excessif des charges de la dette. Cet avis devra tenir compte de l'ensemble des dépenses de la communauté urbaine et notamment des participations et fonds de concours qui, le plus souvent, ne sont pas financés par l'emprunt.

*

* *

Enfin, la signature du contrat de plan constituant un engagement pour l'Etat, le Préfet devra, au préalable, soumettre ce projet au visa du Trésorier-Payeur Général lorsqu'il est devenu contrôleur financier local.

A cette occasion, le contrôleur financier devra notamment s'assurer du respect des instructions et délégations données au Préfet pour la signature du contrat et en particulier de l'exacte application des dispositions relatives au cadrage financier du contrat et de l'ensemble des règles relatives aux modalités de financement des équipements publics (subventions, prêts, etc.). Le calcul des participations respectives de l'Etat et de la communauté devra en particulier tenir compte des dispositions du décret n° 71-1063 du 24 décembre 1971 instituant des majorations de subvention en faveur des opérations d'équipement entreprises par les communautés urbaines.

SECTION 2

EXECUTION DES CONTRATS

Au niveau de l'exécution des contrats de plan, les services du Trésor sont appelés à intervenir, d'une part, en cas de substitution d'opérations, d'autre part, pour suivre la réalisation des opérations.

Paragraphe 1. — Substitution d'opérations.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du contrat type annexé au décret du 23 décembre 1970, la liste des opérations peut être modifiée en cours d'année par substitution d'opération.

L'instruction interministérielle précise que la substitution requiert l'avis du Trésorier-Payeur Général du département siège de la communauté urbaine.

A. — LES CAS OÙ IL PEUT Y AVOIR SUBSTITUTION

L'article 4 du contrat type n'a pas envisagé les circonstances qui peuvent motiver une substitution d'opération. En revanche, l'instruction interministérielle précise que le remplacement d'une des opérations prévues pour l'année en cours par une autre opération prévue pour les trois années du contrat peut être justifié par l'urgence de certaines réalisations ou le retard de certaines autres.

B. — LES CONDITIONS DE LA SUBSTITUTION

Deux conditions ont été fixées par l'article 4 du contrat type :

- l'opération de substitution doit concerner un même département ministériel ;
- le montant total des subventions du Ministère en cause à la communauté intéressée doit rester inchangé sur l'ensemble des trois années.

Deux autres conditions résultent des dispositions de l'instruction interministérielle du 5 août 1971 :

- la substitution est soumise à l'avis du Trésorier-Payeur général ;
- elle suppose un accord entre l'Etat et la communauté urbaine.

Il est précisé que, si les équipements visés par la substitution sont de catégorie III, elle peut être opérée par le Préfet. En revanche, si elle concerne des équipements de la catégorie II, elle ne peut intervenir qu'avec l'accord du Préfet de région.

La consultation de la C. A. R. sur l'opportunité des substitutions n'a pas été prévue. Toutefois, pour les opérations de catégorie II, elle résulte implicitement de l'intervention obligatoire du Préfet de région.

C. — LES MODALITÉS DE LA SUBSTITUTION

Les substitutions s'opèrent par prélèvements sur les enveloppes réparties en application du décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970 par les Préfets de département ou de région.

Si, pour prendre un exemple schématique, il avait été inscrit au contrat initial, pour un ministère donné, des équipements de même nature et de catégorie III représentant un million de francs d'autorisation de programme de l'Etat pour la première année, trois millions de francs pour la deuxième année et deux millions de francs pour la troisième année, et s'il apparaissait que l'urgence justifie le lancement dès la première année de l'opération représentant deux millions de francs d'autorisation de programme de l'Etat au lieu de un, le Préfet de département pourrait prélever, sur l'enveloppe d'équipements de même nature dont il dispose cette année-là pour l'ensemble du département des opérations représentant un million de francs d'autorisation de programme de l'Etat. L'équilibre sera rétabli au cours de l'une des deux années suivantes, où le montant des opérations de même nature prévu au contrat serait diminué du million afférent aux opérations supplémentaires lancées au cours de la première année.

S'il s'agissait d'opérations de catégorie II, la substitution s'opérerait de la même façon, au sein de l'enveloppe régionale déléguée en application du décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970 au Préfet de région. Dans ce cas, et dans l'hypothèse où la communauté urbaine ne serait pas située dans le département chef-lieu de la région, l'intervention conjointe du Préfet de département et du Préfet de région serait évidemment nécessaire.

D. — RÔLE DU TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL

L'avis du Trésorier-Payeur Général portera sur la régularité de la substitution, mais pourra être accompagné de considérations visant à en apprécier le bien-fondé, du point de vue financier.

En ce qui concerne la régularité, il conviendra de s'assurer :

- que la nouvelle opération est imputée sur les crédits du même ministère que l'opération différée ;
- que l'opération nouvelle figurait dans la liste annexée au contrat pour les trois années. (Dans le cas contraire, en effet, il serait nécessaire de modifier le contrat par un avenant) ;
- que le montant total des subventions de ce ministère reste inchangé sur la période de trois ans, l'augmentation par rapport au contrat initial des réalisations d'une année étant compensée au cours des années suivantes par une diminution à due concurrence.

Par ailleurs, il importera d'examiner si les motifs invoqués justifient bien une substitution, et, en particulier, d'apprécier l'urgence de l'opération nouvelle proposée ou de constater l'existence d'un retard dans la réalisation de l'opération primitivement prévue.

Paragraphe 2. — Tenue de la comptabilité d'engagement.

La réalisation des opérations prévues au contrat de plan sera retracée dans une comptabilité d'engagement tenue :

- par le comptable de la communauté urbaine, en ce qui concerne les opérations de la communauté ;
- par le comptable assignataire des dépenses de l'Etat, en ce qui concerne les opérations dont l'exécution est retracée dans le budget général, dans les comptes spéciaux du Trésor ou dans des budgets annexes (budget annexe des P. et T. notamment).

Pour les opérations du budget général et des comptes spéciaux, ce comptable est le plus souvent le Trésorier-Payeur Général du département où est située la communauté urbaine, mais certaines opérations peuvent être décrites dans la comptabilité d'une autre comptable supérieur.

Une comptabilité synthétique, tenue par le Trésorier-Payeur Général du département siège de la communauté urbaine, intégrera les résultats de ces diverses comptabilités, ainsi que les opérations de l'Etat retracées dans les écritures de comptes spéciaux (budget annexe des P. et T. notamment).

Cette comptabilité synthétique permettra d'établir un bilan annuel d'exécution du contrat.

Deux stades doivent être distingués dans la tenue de la comptabilité d'engagement :

- la description des opérations (directes ou indirectes) dans les écritures de la collectivité qui en a la charge ;
- la centralisation des informations dans la comptabilité synthétique du Trésorier-Payeur Général.

A. — LA RÉALISATION DU CONTRAT AU NIVEAU DE CHACUNE DES PARTIES

La réalisation des opérations prévues au contrat sera décrite à l'aide des documents utilisés habituellement pour le recensement des investissements : comptabilité de programme en ce qui concerne la communauté urbaine, comptabilité spéciale des investissements en ce qui concerne l'Etat.

1. — *Les engagements de la communauté urbaine.*

Les opérations mises à la charge de la communauté seront suivies par le comptable de la communauté urbaine et récapitulées périodiquement sur un relevé tenu par le chargé de mission de la Trésorerie générale du département siège de la communauté urbaine.

a) *Tenue de la comptabilité de programme.*

Le comptable de la communauté urbaine utilisera les fiches P 25 G selon les règles fixées par l'instruction n° 66-127 M du 1^{er} décembre 1966.

Les fiches de programme seront ouvertes en prévisions générales au vu de la liste des opérations retenues pour l'année et des participations mises à la charge de la communauté soit au profit de l'Etat, soit au profit d'autres tiers. Les fiches correspondant aux opérations dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la communauté comportent en prévision l'autofinancement qui lui est imposé par l'article 6 du contrat type. Cette prévision figurera dans la colonne « Autres recettes affectées ».

Les informations nécessaires à l'ouverture des fiches seront données au comptable par la Trésorerie générale du siège de la communauté urbaine (chargé de mission).

De même, en cas de substitution d'opérations, la Trésorerie générale du siège de la communauté urbaine fera procéder à la création de fiches nouvelles.

Les fiches correspondant aux opérations dont la réalisation se trouve différée seront mises en attente.

Toutes les fiches P 25 G destinées à retracer l'exécution du contrat seront revêtues d'un signe distinctif (double barrement en rouge).

Ces documents seront mis à jour, en prévisions budgétaires et en réalisation, dans les conditions habituelles. Une modification doit cependant être apportée à la tenue des fiches comportant une prévision d'autofinancement.

En effet les fiches P 25 G ne font pas apparaître les prévisions budgétaires ni les réalisations en matière d'autofinancement.

Pour suivre l'exécution du contrat, il convient donc de compléter la fiche par l'indication de l'autofinancement effectivement dégagé dans l'année par la communauté urbaine.

Dans la partie « Prévisions budgétaires » on portera, dans la colonne « Autres recettes affectées », le montant du déficit du programme figurant au budget (différence entre les prévisions de dépenses du programme et les recettes affectées à ce programme). Ce déficit étant couvert par le prélèvement sur recettes ordinaires, l'autofinancement ainsi calculé permet d'apprécier l'effort volontaire fait par la communauté pour financer ses investissements à l'aide de ses fonds propres.

Dans la partie « Réalisations » de la fiche P 25 G, il n'est pas possible de faire apparaître l'autofinancement réellement employé.

La réalisation effective de l'autofinancement sera justifiée par une attestation de l'imputation de la somme considérée au C/115 « Prélèvements sur recettes ordinaires », qui devra être immédiatement crédité.

Chaque compte de programme donnera lieu à l'ouverture d'une fiche-navette revêtue d'un double barrement en rouge. Ces fiches seront adressées à la Trésorerie générale siège de la communauté urbaine (Service de l'A. E. R.) en début d'année pour contrôle des prévisions générales, puis trimestriellement après mise à jour des prévisions budgétaires et des réalisations.

Dans les régions utilisant la nouvelle méthode expérimentale pour la tenue de la comptabilité de programme, un code particulier permettra au centre électronique régional d'isoler les opérations du contrat de plan. Ce code sera indiqué par la Trésorerie générale qui affectera un numéro aux contrats de plan selon une série continue par département.

Les fiches d'identification ne comportant pas l'indication des prévisions de recettes affectées, l'autofinancement prévu ne figurera pas sur la fiche de situation éditée par le centre électronique. Il conviendra donc de compléter cette fiche manuscritement.

b) Tenue des relevés récapitulatifs.

Dès réception des fiches-navettes, le chargé de mission reportera les opérations sur un relevé modèle 1 donné en annexe 3. Deux relevés du même modèle seront utilisés : l'un sera destiné à suivre les opérations dont la communauté urbaine assure la maîtrise d'ouvrage, l'autre sera réservé aux participations mises à sa charge par l'article 8 et l'article 9, paragraphe 2, du contrat.

Ces relevés seront servis dans les conditions exposées ci-après :

— **Prévisions générales :**

Le chargé de mission reportera les indications figurant sur les fiches navettes qui auront au préalable été classées dans l'ordre croissant des sous-rubriques du plan. Un sous-total sera effectué au niveau du secteur de façon à permettre un contrôle des prévisions avec les engagements du contrat.

Dans le relevé des opérations directes, les prévisions de chaque secteur doivent en effet correspondre :

Pour la colonne « Coût total », aux engagements prévus à l'article 5 du contrat ;

Pour la colonne « Subvention », aux engagements pris par l'Etat à l'article 3 du contrat ;

Pour la colonne « Autofinancement », au montant prévu à l'article 6 du contrat.

Le montant total de la colonne « Emprunts C. D. C. » correspond au montant des emprunts figurant dans la convention annexe passée avec la Caisse des Dépôts et Consignations.

La colonne « Autres financements » est destinée à recevoir toutes les autres ressources qui permettent d'assurer l'équilibre du programme (autres subventions, participations, autres emprunts, etc.).

Le relevé des opérations indirectes ne comprendra que les participations et fonds de concours mis à la charge de la communauté. Le montant des prévisions globales de ce relevé devra correspondre aux indications données par les articles 8 et 9 du contrat. Il conviendra de regrouper les participations par bénéficiaire de façon à faire apparaître distinctement les participations à verser à l'Etat en application de l'article 8 et les participations à verser à des tiers en application de l'article 9, paragraphe 2.

— **Réalizations :**

Trimestriellement, les réalisations figurant sur les fiches navettes communiquées au chargé de mission (ou sur les fiches de situation) seront reportées sur le relevé et totalisées dans les mêmes conditions que pour les prévisions.

Il sera donc établi deux relevés par trimestre : l'un présentant les réalisations cumulées des programmes directs, l'autre se rapportant aux programmes indirects.

2. — Les engagements de l'Etat.

Les informations relatives aux opérations dont la réalisation incombe à l'Etat seront appréhendées de façon différente selon que les dépenses sont imputées sur le budget général ou un compte spécial du Trésor, ou sur le budget annexe des P. et T.

a) Dépenses imputées sur le budget général ou sur un compte spécial.

— Saisie des informations :

Ces dépenses sont retracées dans la comptabilité spéciale des investissements du comptable assignataire. Il convient donc de distinguer les opérations dont le comptable assignataire est le Trésorier-Payeur Général du département siège de la communauté urbaine des opérations dont les dépenses sont assignées sur la caisse d'un autre comptable supérieur.

Opérations comptabilisées par le Trésorier-Payeur Général du siège de la communauté urbaine.

Ces opérations sont décrites dans la comptabilité spéciale des investissements dans les conditions habituelles. Toutefois, pour faciliter l'identification des opérations se rapportant au contrat du plan dans les états édités par l'agence comptable centrale du Trésor, deux caractères numériques ont été réservés dans la codification du libellé de l'opération.

Ces caractères seront utilisés pour indiquer le numéro qui sera attribué par le chargé de mission aux contrats de plan existant dans le département. La numérotation sera effectuée selon une série continue commençant dans chaque département au numéro 01.

Opérations comptabilisées par un comptable supérieur autre que le Trésorier-Payeur Général du siège de la communauté urbaine.

Lorsque la dépense est assignée dans un département différent de celui dans lequel est située la communauté urbaine, l'agent chargé de la codification n'a pas connaissance de la liste des opérations prévues au contrat de plan.

Les indications nécessaires à la codification des fiches lui seront communiquées par la Trésorerie générale (Service de l'A. E. R.) du département siège de la communauté urbaine selon la procédure des états navettes prévue par l'instruction du 1^{er} septembre 1966 (annexe VI). Les comptables supérieurs assignataires devront donc veiller tout particulièrement à l'envoi régulier des états navettes à leur collègue du département, siège de la communauté urbaine.

Ces états navettes devront comporter, outre les mentions prévues par l'imprimé (et en particulier le numéro de la fiche C. S. I.), l'indication du ministère et du chapitre d'imputation et le montant de l'affectation d'autorisation de programme.

Ils seront renvoyés revêtus le cas échéant de la mention « Contrat de plan » et du numéro d'identification à codifier.

— Tenue des relevés récapitulatifs.

Quel que soit le mode de recueil des informations les relevés récapitulatifs seront tenus exclusivement à la Trésorerie générale du département siège de la communauté urbaine.

Le chargé de mission servira la partie « Prévisions » du relevé modèle 2 au vu des indications données par le contrat.

Les opérations prévues seront portées en détail dans la colonne « Prévisions » et totalisées au niveau du secteur.

Ses totalisations seront égales aux engagements prévus à l'article 2 du contrat pour les opérations directes et aux engagements des articles 3 et 9 en ce qui concerne les subventions à verser à la communauté et à des tiers. Il conviendra de regrouper les subventions par bénéficiaire de façon à faire apparaître distinctement les subventions prévues à l'article 3 et celles prévues à l'article 9.

La mise à jour des relevés en réalisation sera effectuée trimestriellement soit à l'aide des états mécanographiques édités par l'agence comptable centrale du Trésor, lorsque ces documents seront disponibles, soit à l'aide des informations extraites des fiches d'opération de la C. S. I. A cet effet,

INSTRUCTION
N° 72-28-B-M
du
16 février 1972.

le chargé de mission aura soin d'indiquer sur le relevé le numéro de la fiche d'opération et, éventuellement, le comptable assignataire afin de pouvoir obtenir, à tout moment, le montant des réalisations auprès du service de la dépense de la Trésorerie générale concernée.

- b) Dépenses imputées sur le budget annexe des P. et T. : ces opérations étant retracées dans la comptabilité du comptable des P. et T., le Trésorier-Payeur Général devra communiquer au Directeur régional des P. et T. un relevé modèle 2 comportant la liste des opérations à réaliser par ses services dans le cadre du contrat du plan en lui demandant de le compléter périodiquement du montant des réalisations. Les directives nécessaires seront adressées aux comptables des P. et T. par leur administration centrale.

B. — LA COMPTABILITÉ SYNTHÉTIQUE

La centralisation des diverses comptabilités d'engagement sera opérée à la Trésorerie générale du siège de la communauté urbaine à la date du 30 septembre à l'aide des relevés récapitulatifs modèle 1 et modèle 2 (Etat et P. et T.). A cette date, il sera dressé un bilan pour chacune des tranches annuelles en cours du contrat de plan. Par exemple, au 30 septembre 1974, il sera dressé

- un bilan à cette date du programme 1972 ;
- un bilan à cette date du programme 1973 ;
- un bilan des neuf premiers mois d'exécution du programme 1974.

Les résultats seront présentés conformément au tableau modèle 3 proposé en annexe.

La présentation de ce tableau appelle les précisions suivantes :

En ce qui concerne les opérations de l'Etat :

- les prévisions seront exprimées en A.P. ouvertes,
- les réalisations seront appréciées en affectations d'autorisations de programme, en engagements et en mandatements,
- les subventions de l'Etat à la communauté urbaine seront ventilées par secteur, les subventions versées à des tiers en application de l'article 9 seront reprises en une seule ligne, par bénéficiaire.

En ce qui concerne la communauté urbaine :

- les prévisions seront exprimées en engagements,
- les réalisations de dépenses seront appréciées en engagements et en mandatements,
- les participations seront :
 - détaillées par secteur pour ce qui concerne les fonds de concours versés à l'Etat ;
 - ventilées par bénéficiaire pour les participations versées à des tiers en application de l'article 9.

Les résultats du tableau synthétique constitueront le bilan d'exécution du contrat de plan, dont l'établissement est prévu par l'article 11 du contrat type pour le début du dernier trimestre de chaque année.

Les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des dispositions qui précèdent devront être signalées sous le présent timbre.

Le Directeur du Budget,

Signé : DE LA GÉNIÈRE.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,
JEAN FARGE.

DECRET N° 70-1221 DU 23 DECEMBRE 1970
RELATIF AUX CONTRATS DE PLAN

(Journal officiel du 25 décembre 1970.)

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre chargé des Affaires culturelles, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de l'Economie et des Finances, du Ministre de l'Education nationale, du Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire, du Ministre du Développement industriel et scientifique, du Ministre de l'Equipement et du Logement, du Ministre des Postes et Télécommunications, du Ministre de l'Agriculture, du Ministre des Transports, du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population et du Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale,

Vu la loi n° 70-588 du 9 juillet 1970 portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e Plan ;

Vu le décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements publics,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'Etat peut conclure, avec chaque communauté urbaine, un contrat de plan pluriannuel pour la mise en œuvre du programme de modernisation et d'équipement de l'agglomération à laquelle la communauté appartient.

Les engagements de chaque partie, dans le cadre du contrat, concernent tant le financement que la réalisation des équipements visés au contrat. Ils portent sur une période maximum de trois ans ; chaque année, ils sont révisables d'un commun accord et peuvent être prolongés d'un an.

ARTICLE 2. — Le contrat de plan est signé, au nom de l'Etat, par le Préfet qui recevra les délégations nécessaires à cet effet.

ARTICLE 3. — Les contrats de plan comportent les stipulations prévues au contrat type annexé au présent décret.

ARTICLE 4. — Le Ministre chargé des Affaires culturelles, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Education nationale, le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre du Développement industriel et scientifique, le Ministre de l'Equipement et du Logement, le Ministre des Postes et Télécommunications, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre des Transports, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale, le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports

INSTRUCTION
N° 72-28 - B - M
du
16 février 1972.

et des Loisirs, le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 1970.

JACQUES CHABAN-DELMAS

Le présent décret a été signé par :

Le Premier Ministre ;

Le Ministre de l'Intérieur ;

Le Ministre de l'Economie et des Finances ;

Le Ministre de l'Education nationale ;

Le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire ;

Le Ministre du Développement industriel et scientifique ;

Le Ministre de l'Equipement et du Logement ;

Le Ministre des Postes et Télécommunications ;

Le Ministre de l'Agriculture ;

Le Ministre des Transports ;

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population ;

Le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale ;

Le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs ;

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur ;

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances.

CONTRAT DE PLAN TYPE
ENTRE L'ETAT ET LA COMMUNAUTE URBAINE DE X...

Dans le cadre du programme de modernisation et d'équipement de l'agglomération de X..., dont ils approuvent les objectifs et le contenu, l'Etat et la communauté urbaine de X... ont décidé de passer la convention suivante :

Article premier.

Pendant la durée du VI^e Plan, l'Etat et la communauté urbaine de X... s'attacheront à réaliser en priorité ou à favoriser la réalisation des opérations dont la liste est jointe en annexe au présent contrat (1) et qui figurent au programme de modernisation et d'équipement dans les secteurs, sous-secteurs ou rubriques suivants (2).

Article 2.

En ce qui concerne les opérations dont il est maître d'ouvrage, figurant parmi celles énoncées à l'article 1^{er} ci-dessus, l'Etat ouvrira des autorisations de programme, sur les crédits ouverts par les lois de finances pour 1972, 1973 et 1974, dont le total atteindra au moins x millions de francs, dont au minimum y millions de francs en 1972 et z millions de francs en 1973.

Leur répartition prévisionnelle sera la suivante :

SECTEUR	1972	1973	1974
<i>Education et formation.</i>			
.....			
.....			
.....			

Article 3.

En ce qui concerne les opérations dont la communauté urbaine est maître d'ouvrage, figurant parmi celles énoncées à l'article 1^{er} ci-dessus, l'Etat attribuera à la communauté urbaine, sur les crédits ouverts par les lois de finances pour 1972, 1973 et pour 1974, des subventions, en autorisations de programme, à concurrence de w millions de francs, dont au maximum z millions de francs en 1972 et y millions de francs en 1973.

- (1) La liste des opérations, avec un échéancier et une répartition du financement prévisionnels, sera jointe en annexe au contrat. Cette liste comprendra des équipements de la maîtrise d'ouvrage de l'Etat, quel que soit leur lieu d'implantation dans l'agglomération concernée par le P. M. E., du moment qu'ils intéressent la communauté urbaine, ainsi que des équipements relevant de la maîtrise d'ouvrage de la communauté urbaine. Elle pourra comporter aussi des équipements de la maîtrise d'ouvrage de tiers (communes, départements, établissements publics, associations, etc.).
- (2) Ces secteurs, sous-secteurs ou rubriques sont les secteurs, sous-secteurs ou rubriques déclarés prioritaires dans le VI^e Plan, ainsi que les autres secteurs, sous-secteurs ou rubriques qui ont auront été reconnus prioritaires par les deux parties.

Leur répartition par secteur sera la suivante :

SECTEUR	1972	1973	1974
Education et formation.			
.....			
.....			
.....			

Article 4.

Pour l'application de l'article 3 ci-dessus, le Préfet ou les autres ordonnateurs secondaires affecteront les subventions en autorisations de programme, en fonction des opérations prévues au budget de la communauté urbaine, soit en 1972, soit en 1973, soit en 1974, selon les règles de financement qui seront en vigueur.

Sur la liste des opérations annexée au contrat, la partie dont le financement est prévu pour 1972, 1973 et 1974 pourra être modifiée en cours d'année, à condition que l'opération de substitution proposée concerne un même département ministériel et étant entendu que le montant total des subventions du ministère en cause à la communauté intéressée devra rester inchangé sur l'ensemble des trois années.

Article 5.

La communauté urbaine de X... engagera en 1972, en 1973 et en 1974, pour la réalisation d'investissements parmi ceux énoncés à l'article 1^{er} ci-dessus, dont elle est maître d'ouvrage, un montant d'opérations d'au moins x millions de francs, dont au moins y millions en 1972 et z millions en 1973.

Leur répartition sera la suivante :

SECTEUR	1972	1973	1974
Education et formation.			
.....			
.....			
.....			

Article 6.

La communauté urbaine de X... s'engage à assurer, en 1972, en 1973 et en 1974, pour la réalisation d'opérations parmi celles énoncées à l'article 1^{er} ci-dessus, dont elle est maître d'ouvrage, un autofinancement d'au moins x millions de francs, dont au moins y millions en 1972 et z millions en 1973.

Article 7.

Si les concours financiers de l'Etat se trouvent modifiés quant à leur affectation, dans le cadre des articles 3 et 4 ci-dessus, les montants financiers annuels prévus aux articles 5 et 6 pourront être adaptés en conséquence, étant entendu que le montant total des engagements financiers de la communauté urbaine sur les trois ans restera inchangé.

Article 8.

La communauté urbaine de X... s'engage à apporter à l'Etat en 1972, en 1973 et en 1974, pour la réalisation d'opérations parmi celles énoncées à l'article 1^{er} ci-dessus, dont celui-ci a la maîtrise d'ouvrage, une participation d'au moins x millions de francs, dont au moins y millions en 1972 et z millions en 1973.

Article 9.

L'Etat s'engage à apporter au tiers W..., sur les crédits ouverts par les lois de finances pour 1972, pour 1973 et pour 1974, une participation de x millions de francs, dont au moins y millions de francs en 1972 et z millions de francs en 1973, pour la réalisation d'opérations parmi celles énoncées à l'article 1^{er} ci-dessus, dont ce dernier a la maîtrise d'ouvrage.

La communauté urbaine de X... s'engage à apporter au tiers W..., en 1972, en 1973 et en 1974, une participation de x millions de francs, dont au moins y millions de francs en 1972 et z millions de francs en 1973, pour la réalisation d'opérations parmi celles énoncées à l'article 1^{er} ci-dessus, dont ce dernier a la maîtrise d'ouvrage.

La validité des engagements visés au présent article est liée au respect par le tiers W... des obligations qu'il a acceptées par ailleurs.

Article 10.

La réalisation financière des opérations dont la communauté urbaine est maître d'ouvrage est retracée dans une comptabilité d'engagements. Dès qu'ils sont pris, les engagements doivent être notifiés au comptable de la communauté urbaine qui est chargé de tenir cette comptabilité contradictoirement avec l'ordonnateur.

Article 11.

L'Etat et la communauté urbaine de X... feront chaque année, à partir de 1972, au début du dernier trimestre, le bilan de l'exécution du présent contrat.

Ils pourront alors, par avenant au contrat, reviser, d'un commun accord, leurs engagements relatifs aux deux dernières années d'exécution du contrat et contracter des engagements supplémentaires pour l'année suivante.

1941
1942
1943

1944
1945
1946

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

ANNEXE N° 2

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

INSTRUCTION
N° 72-28 - B - M
du
16 février 1972.

LE MINISTRE DELEGUE
AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DU PLAN
ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE

Le 5 août 1971,

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
ET LE MINISTRE DELEGUE
AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DU PLAN
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

à

MESSIEURS LES PRÉFETS

OBJET : Application du décret n° 70-1221 du 23 décembre 1970 relatif aux contrats de plan.

Dans le cadre de la politique de décentralisation et afin de donner tout son sens à la programmation et à la réalisation des équipements publics par les collectivités locales, le Gouvernement a décidé, par le décret n° 70-1221 du 23 décembre 1970, qu'une expérience de contractualisation des rapports entre l'Etat et les communautés urbaines serait mise en œuvre à partir de 1972.

La présente instruction a pour objet de vous informer du contenu de cette expérience et notamment des conditions de préparation et d'exécution des premiers contrats.

En effet, si les premiers contrats de plan ne pourront s'appliquer qu'à partir du 1^{er} janvier 1972, c'est dès à présent qu'il convient d'en préparer la conclusion. C'est pourquoi, dès réception de la présente circulaire, les Préfets des départements dans lesquels se trouvent situées une ou plusieurs communautés urbaines prendront contact avec les Présidents de ces établissements publics, pour les informer du contenu et de la forme de l'expérience et pour leur proposer la signature d'un contrat de plan, afin, le cas échéant, d'en engager immédiatement la préparation dans les conditions définies ci-dessous.

Vous voudrez bien, par ailleurs, appeler l'attention des Maires et des élus des communes qui envisageraient de créer une communauté urbaine sur l'intérêt du contrat de plan que l'Etat signerait avec celle-ci après sa constitution.

I. — Contenu du contrat de plan.

Le contrat de plan est conclu entre l'Etat et la communauté urbaine pour la mise en œuvre du programme de modernisation et d'équipement de l'agglomération à laquelle la communauté appartient. Il comporte des engagements de chaque partie concernant tant le financement que la réalisation des équipements visés au contrat. Ces engagements sont pris pour une durée de trois ans.

A. — PORTÉE PHYSIQUE DU CONTRAT

Au sein de la totalité des opérations inscrites au P.M.E. et concernant la communauté urbaine, un ensemble d'équipements indispensables au développement de cette dernière servira de base aux engagements financiers du contrat dans les conditions fixées ci-dessous (B, 1°, « Les engagements de l'Etat »).

Le contrat sera ainsi limité aux équipements réalisés par la communauté urbaine, l'Etat ou d'autres personnes morales dans les secteurs, sous-secteurs ou rubriques reconnus tels par le VI^e Plan (1), sous leur maîtrise d'ouvrage, dans le cadre du P.M.E., de l'agglomération.

Dans ces secteurs, sous-secteurs ou rubriques, seront retenues des opérations que la communauté urbaine réalise, y compris les réserves foncières, dans son domaine de compétence au moment de la signature du contrat ou des avenants.

Le contrat pourra faire référence à des opérations réalisées par d'autres maîtres d'ouvrage que la communauté urbaine ou l'Etat, tels départements, communes, ports autonomes et chambres de commerce, associations, concessionnaires de services publics, etc., si ces personnes morales réalisent des équipements essentiels pour le développement de l'agglomération concernée. Elles devront dès lors être associées étroitement à la préparation du contrat et prendre des engagements préalables, quant au lancement des opérations (décision de conseil d'administration ou d'assemblée délibérante).

La détermination des opérations physiques sur lesquelles portera le contrat sera renvoyée à une annexe qui sera valable pour toute la durée du VI^e Plan. Cette annexe comprendra la liste des opérations de la maîtrise d'ouvrage de l'Etat, de la communauté urbaine, ou éventuellement d'autres établissements publics ou collectivités locales dans les secteurs, sous-secteurs ou rubriques d'équipements visés par le contrat. Pour chaque opération, seront indiqués le coût total et l'échéancier indicatif de réalisation (2) année par année, ainsi que les montants respectifs des diverses sources de financement : subvention, fonds de concours, emprunt, autofinancement, autres sources.

B. — LES ENGAGEMENTS FINANCIERS

Le contrat de plan comporte des engagements financiers de l'Etat et de la communauté urbaine pour une période maximum de trois ans.

1° Les engagements de l'Etat.

Les engagements financiers de l'Etat portent, d'une part, sur la réalisation des équipements dont il a la maîtrise d'ouvrage (article 2 du contrat type annexé au décret n° 70-1221 du 23 décembre 1970), d'autre part, sur l'apport de subventions à la communauté urbaine pour les opérations dont elle a la maîtrise d'ouvrage (article 3), dans le respect des règles en vigueur en matière de subventions (taux de subvention par type d'équipement, normes d'équipement, etc.).

- (1) Cf. le texte du rapport sur le VI^e Plan. Ont été notamment déclarés prioritaires les équipements suivants : enseignement technique, crèches, acquisition de terrains pour les bases de plein air et les équipements sportifs et socio-éducatifs, études de circulation urbaine, voies rapides urbaines de province, ordures ménagères, action foncière, espaces verts, transport collectif en site propre de Lyon, stations d'épuration, aménagement du port de Dunkerque, villes nouvelles...
- (2) En autorisations de programme et en crédits de paiements pour ce qui concerne la part de l'Etat.

Dans le premier cas, ces engagements correspondent aux opérations inscrites à la liste annexée au contrat pour les trois années en cause et reconnues donc comme prioritaires. Ils ont un caractère prévisionnel et peuvent être modifiés au cas où les opérations prévues ne pourraient pas être exécutées l'année fixée.

Dans le second, les engagements financiers de l'Etat doivent également correspondre aux opérations figurant, pour les trois années données, dans la liste annexée aux contrats et reconnues comme prioritaires. Ils sont pris par secteur de la nomenclature des équipements publics, annexée à l'instruction du Premier Ministre du 23 décembre 1970.

Compte tenu des conséquences, sur les budgets des années ultérieures, des engagements souscrits par l'Etat dans les contrats de plan, ceux-ci devront être déterminés avec prudence.

Pour ce qui concerne les équipements de catégorie I, vous recevrez les indications nécessaires des ministres intéressés, quant aux opérations que vous pourrez faire figurer aux contrats.

Pour les équipements des catégories II, III et IV, les hypothèses financières que vous aurez à retenir vous seront notifiées, en fonction des indications figurant dans le programme régional de développement et d'équipement et une fois celui-ci examiné par le Commissaire général du Plan.

Provisoirement, comme première hypothèse de travail, vous devrez veiller à ce que les crédits d'Etat (en autorisation de programme pour des opérations dont il a la maîtrise d'ouvrage ou qu'il subventionne) dont vous prévoyez l'inscription au projet de contrat de plan avec une communauté urbaine donnée ne dépassent pas 40 % du total des crédits que le Préfet de région envisage d'affecter à l'agglomération en cause, non compris les équipements de catégorie I, et les équipements non compris dans la programmation régionale, dans le projet de programme régional de développement et d'équipement, dans l'hypothèse B (cf. tableau n° 2 de l'annexe I à l'instruction du 29 juillet 1971 relatif à l'élaboration du P. R. D. E. de M. le Ministre délégué chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire).

Après examen des projets de contrat de plan, les pouvoirs nécessaires pour leur signature vous seront délégués.

En application des règles ci-dessus, l'Etat s'engage à apporter un minimum de concours financiers à la communauté urbaine chaque année pour la réalisation de son programme. Dès lors, au cas où il est constaté d'un commun accord entre les parties au contrat qu'une opération subventionnable prévue dans un secteur pour une année donnée du contrat ne peut être réalisée, l'Etat subventionnera de nouvelles opérations parmi celles prévues dans le même secteur les deux années suivantes, de façon à maintenir le niveau de son concours financier.

Au cas où il n'est pas possible d'engager l'une des opérations prévues les deux années suivantes, d'un commun accord, les deux parties pourront s'engager à mener à bien d'autres opérations subventionnables dans le même secteur.

Par ailleurs, s'il apparaît à l'Etat et à la communauté urbaine au cours d'une année que, parmi les opérations subventionnées par l'Etat et prévues pour les trois années du contrat, l'urgence de certaines réalisations ou le retard de certaines autres justifie une substitution d'opérations, cette substitution pourra être effectuée après avis du Trésorier-Payeur Général, au sein des crédits dépendant d'un même département ministériel (cf. art. 4 du contrat de plan type).

Vous devrez, toutefois, veiller à ce que l'équilibre initialement prévu soit rétabli au cours des deux années suivantes, afin que ne soit pas modifié le montant total des subventions du ministère en cause à la communauté intéressée sur l'ensemble des trois années.

Si les équipements visés sont de catégorie III, vous pourrez opérer vous-même cette substitution dans le cadre des crédits qui vous sont délégués en application du décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970.

Si elle mettait en cause des équipements de catégorie II, vous devriez y procéder en accord avec le Préfet de région.

Au cas où l'intervention de cette substitution d'opération nécessiterait un virement d'un article à un autre au sein d'un même chapitre budgétaire, vous en feriez la demande au ministre intéressé.

Au cas où l'intervention de cette substitution d'opération nécessiterait un virement d'un chapitre budgétaire à un autre chapitre budgétaire, vous en feriez la demande, dans les meilleurs délais, au ministre intéressé et au Ministre de l'Economie et des Finances.

En toute hypothèse, si la liste des opérations subventionnées par l'Etat initialement prévues au contrat est modifiée d'une année à l'autre, ou en cours d'année, à la suite de la réalisation des hypothèses évoquées ci-dessus, le montant des engagements financiers pris par la communauté urbaine devra être adapté en conséquence, en particulier si les taux de subvention des opérations venant en remplacement ne sont pas les mêmes, selon les règles de financement en vigueur (art. 7). Il est évident que si deux opérations subventionnées à 20 % sont substituées à une opération subventionnée à 40 %, les engagements financiers de la communauté urbaine devront être modifiés.

Les engagements financiers de l'Etat vis-à-vis de la communauté urbaine pourront également porter sur des subventions accordées à d'autres maîtres d'ouvrages que la communauté urbaine pour la réalisation d'opérations qui figurent en annexe au contrat.

Il pourra s'agir, par exemple, du concours financier à apporter à un département pour la réalisation d'une route intéressant la communauté ou de subventions pour l'acquisition de réserves foncières effectuées par un établissement public, tel un port maritime autonome.

D'une façon générale, il est évident que toute modification apportée par voie réglementaire aux règles de subvention (taux de subvention par type d'équipement, norme d'équipement) nécessite la revision, par avenant, des engagements des deux parties au contrat.

2° Les engagements financiers de la communauté urbaine.

Ces engagements sont de quatre ordres :

- réalisation d'un montant d'opérations pour des types d'équipements dont elle a la maîtrise d'ouvrage (article 5) ;
- montant minimum d'autofinancement, tous secteurs confondus, de la communauté urbaine pour la réalisation des opérations figurant au contrat dont elle a la maîtrise d'ouvrage (article 6) ;
- apport de fonds de concours pour les opérations que l'Etat réalise dans le cadre du contrat, lorsque les équipements en cause bénéficient généralement dans le régime de droit commun de tels apports (article 8) ;
- octroi d'une aide financière déterminée à des établissements publics, des collectivités locales ou associations conjointement avec l'Etat pour la réalisation d'opérations dont ces établissements et ces collectivités locales ont la maîtrise d'ouvrage et qui sont prévus au contrat (article 9).

Dans ce dernier cas, l'engagement de la communauté urbaine, comme celui de l'Etat, devra être précédé d'un acte unilatéral de l'organisme concerné (décision du conseil d'administration ou de l'assemblée délibérante) et sera lié au respect, par ce dernier organisme, de la décision qu'il aura prise.

II. — Conclusion du contrat.

Le contrat de plan sera souscrit, au nom de la communauté urbaine, par son président, au nom de l'Etat par le Préfet du département intéressé qui aura recueilli auparavant l'avis du contrôleur financier compétent en application du décret n° 70-1049 du 13 novembre 1970 (1). Pour ce qui concerne les premiers contrats de plans, si leur préparation devra être commencée dès réception de la présente instruction, vous ne les mettrez au point définitivement qu'une fois les programmes régionaux de développement et d'équipement et les programmes de modernisation et d'équipement des agglomérations concernés adoptés définitivement, c'est-à-dire après qu'ils aient été soumis pour avis au Commissariat général du Plan, dans le cadre des instructions relatives à la préparation du P. R. D. E.

C'est, en effet, à cette seule condition que pourront être définies valablement les limites financières des engagements de l'Etat, pour les équipements des catégories II, III et IV (cf. page 3, 6^e paragraphe). Il vous appartiendra, en outre, de demander aux Ministres intéressés les accords nécessaires pour chacun des équipements de catégorie I ou des autres équipements pour lesquels une dérogation a été prévue, en application de l'article 6, dernier alinéa, du décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970 ou d'autres dispositions.

Le contrat de plan ne lie que l'Etat et la communauté urbaine. Parallèlement, un engagement sera pris entre la Caisse des Dépôts et Consignations, principal organisme de prêts, et la communauté urbaine (cf. la note du 15 janvier 1970, jointe en annexe n° 1). D'autres maîtres d'ouvrage pourront éventuellement, dans le cadre de l'article 10 du contrat de plan type, être associés à la préparation du contrat.

Par le décret n° 70-1221 du 23 décembre 1970, le Gouvernement a défini les grandes lignes de l'expérience. Un contrat de plan type a été annexé à ce texte. Les stipulations qu'il contient, sauf pour les articles 8 et 9 qui peuvent ne pas avoir d'objet dans certains cas particuliers, devront obligatoirement figurer dans chacun des contrats de plan que vous serez amené à négocier au nom de l'Etat.

Si vous estimez que la mise en œuvre du programme d'équipement de la communauté urbaine (2) serait favorisée par des engagements conjoints de l'Etat et de la communauté urbaine sur d'autres points, telles des mesures à caractère réglementaire, vous pourriez prendre des engagements complémentaires avec la communauté urbaine, après accord du ou des Ministres intéressés.

Vous vous ferez assister, pour la préparation du contrat, du Trésorier-Payeur Général et des représentants locaux des administrations compétents. La participation du représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations est également à prévoir en vue de faciliter l'élaboration de l'engagement parallèle de cet établissement.

Le contrat de plan devant comprendre à la fois des opérations des catégories I, II, III et IV, vous devrez assurer tout au long de sa préparation des liaisons étroites avec le Préfet de région et les administrations centrales, afin qu'il y ait une cohérence absolue entre contrat de plan, programme régional et plan national (cf. ci-dessous).

Vous veillerez, par ailleurs, dans vos négociations avec le Président de la communauté urbaine, à ce que les équipements de la maîtrise d'ouvrage de cette dernière, nécessaires à la desserte ou à l'aménagement extérieur de bâtiments publics réalisés par l'Etat, tels les établissements d'enseignement supérieur et qui en conditionnent l'utilisation figurent bien parmi les engagements pris par la communauté urbaine dans le cadre du contrat.

(1) Le cas échéant.

(2) Par exemple la politique de circulation et de transports.

Le contrat de plan, comme il est indiqué à l'article 1^{er} du décret n° 70-1221 du 23 décembre 1970, est conclu pour la mise en œuvre du programme de modernisation et d'équipement de l'agglomération à laquelle appartient la communauté. Sa réussite dépend étroitement de la qualité de ce dernier document. C'est pourquoi, je vous demande de veiller, avec une particulière attention, dans le cadre des instructions du Commissaire général du Plan en date du 20 février 1969 et de ses instructions ultérieures à la préparation dans le courant de l'année 1971 des programmes de modernisation et d'équipement, des agglomérations concernées. Vous devrez en particulier vous assurer :

- que les travaux des commissions locales des P. M. E., en particulier, les études financières, ont bien tenu compte des préoccupations de la communauté urbaine ;
- qu'une comptabilité financière a été établie entre les équipements prévus au P. M. E., le programme régional de développement et d'équipement et les possibilités financières de la communauté urbaine ;
- que le document élaboré débouche non seulement sur un programme au sens strict du terme, mais aussi sur des mesures réglementaires entre autres, dont l'adoption paraît nécessaire à sa pleine efficacité.

Enfin, il vous appartiendra de vérifier que le coût des opérations figurant, en annexe, au contrat et l'échéancier des dépenses en autorisations de programme et en crédits de paiements sont établis avec une grande rigueur.

Nous vous précisons également que les équipements dont la maîtrise d'ouvrage peut, en vertu des arrêtés du 23 décembre 1970 (cf. *Journal officiel* du 25 décembre 1970) et des textes antérieurs, être confiée par les collectivités à l'Etat devront pour figurer au contrat, avoir fait, avant sa signature et pour l'ensemble de sa durée, l'objet d'un choix quant à la détermination du maître d'ouvrage directeur et responsable des travaux.

Les engagements que vous prendrez au nom de l'Etat s'imputeront sur les crédits inscrits aux lois de finances, pour les années concernées. Il faut donc qu'il existe une totale comptabilité, non seulement pour la première année, mais aussi pour les années 1973 et 1974, des opérations prévues dans le cadre des contrats de plan avec les possibilités financières existantes ou prévisibles, car il n'y aura pas de crédits distincts pour les contrats de plan. Il est donc indispensable que vous assuriez des liens étroits et fréquents tant avec les services régionaux qu'avec les administrations centrales concernées, lors de la préparation du contrat de plan.

Dans cette perspective, vous transmettez, avant signature, les projets successifs de contrats de plan aux ministres intéressés et à nous-mêmes, afin qu'en sus de l'accord préalable nécessaire pour les opérations de catégorie I et les autres équipements pour lesquels une dérogation aux règles du décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970 a été prévue, nous puissions vous adresser nos observations ou instructions éventuelles (cf. ci-dessous IV, Préparation des premiers contrats de plan).

Vous devrez également vous assurer, au préalable, de l'accord du Préfet de région quant à l'inscription dans le contrat d'opérations de catégorie II.

A cette fin, les projets de contrats de plan et de leurs avenants ultérieurs (cf. ci-dessous) devront être ainsi présentés à la conférence administrative régionale en même temps que les programmes prévisionnels annuels prévus par le décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970.

Enfin, nous appelons votre attention sur les décrets n° 70-1225 et 70-1226 du 23 décembre 1970 relatifs à la préparation et à l'exécution des programmes d'équipement publics des zones d'aménagement concerté, qui ont prévu la possibilité de conventions annuelles entre l'Etat et la collectivité locale ou l'établissement public intéressé. Cette convention, par sa périodicité et son objet, est substantiellement différente du contrat de plan. Le contenu physique de ces deux documents pourra cependant être partiellement le même, aussi vous devrez vous assurer de leur cohérence parfaite.

III. — Exécution du contrat.

A. — VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Dans toute la mesure compatible avec les impératifs de la régulation budgétaire, vous devrez veiller, les Préfets de région pour les opérations de catégorie II, les Préfets de département pour les opérations de catégorie III, à ce qu'une priorité dans l'octroi des subventions de l'Etat, en autorisations de programme, soit réservée aux opérations prévues au contrat de plan, compte tenu, naturellement, du degré de préparation des projets.

En ce qui concerne le versement des crédits de paiements correspondant à ces autorisations de programme, nous vous demandons, notamment, de veiller à ce que les procédures de constatations du service fait par les services techniques de l'Etat, en application du décret du 21 avril 1939, soient menées à bien dans les délais les plus brefs possibles.

B. — COMPTABILITÉ D'ENGAGEMENT

Le contrat de plan type prévoit que la réalisation financière des opérations dont la communauté urbaine est maître d'ouvrage sera retracée dans une comptabilité d'engagement. Dès qu'ils sont pris, les engagements doivent être notifiés au comptable de la communauté, qui est chargé de tenir cette comptabilité contradictoirement avec l'ordonnateur.

Vous devrez veiller à l'application de cette règle ainsi qu'à la communication des résultats de cette comptabilité d'engagements à la Caisse des Dépôts et Consignations pour information, ce document devant servir de base aux engagements ultérieurs qui lieront cet organisme à la communauté urbaine.

La réalisation financière des opérations pour lesquelles l'Etat intervient dans le cadre du contrat est retracée dans une comptabilité d'engagements tenue contradictoirement par l'ordonnateur et par le Trésorier-Payeur Général ou les autres comptables de l'Etat compétents.

Le Trésorier-Payeur Général sera chargé d'effectuer le rapprochement des résultats de ces comptabilités d'engagement, afin de suivre la réalisation des contrats dans une comptabilité synthétique.

Cette comptabilité permettra de dégager le compte d'emploi des ressources affectées à la réalisation des contrats, de suivre le déroulement de l'exécution financière des programmes et d'assurer le rapprochement des réalisations et des prévisions.

C. — RENOUELEMENT DU CONTRAT

Le contrat de plan est conclu pour trois ans. Afin de lui conserver toujours ce caractère triennal, il devra donc être renouvelé et prolongé chaque année.

En conséquence, vous ferez, avec la communauté urbaine, en fin d'année au cours du dernier trimestre, le bilan de l'exécution du contrat.

Vous passerez alors, dans la même forme, un avenant au contrat initial. Cet avenant pourra comporter revision d'un commun accord des engagements relatifs aux deux dernières années d'exécution du contrat, ainsi que des engagements complémentaires pour l'année suivante.

Bilan d'exécution et projets d'avenants devront être prêts pour le 1^{er} novembre de chaque année.

Par ailleurs, les engagements pour 1976 et 1977 que comporteront les avenants conclus à partir de la fin de 1973 pourront être modifiés en fonction du contenu du VII^e Plan. Car, il va de soi qu'une nouvelle discussion globale devra avoir lieu, à la fin de 1975, pour préparer la passation d'un nouveau contrat de plan pour l'exécution du VII^e Plan.

IV. — Préparation des premiers contrats de plan.

Dès réception de la présente instruction, vous prendrez contact avec les présidents des communautés urbaines situées dans votre département, afin de définir avec eux les modalités de conclusion d'un contrat de plan, conjointement à l'élaboration des P. M. E. des agglomérations concernées.

La mise au point parallèle de ces deux documents ne nous paraît pas soulever de difficultés, puisque le président de la communauté urbaine est également président de la commission locale du P. M. E.

Le projet de contrat de plan, fruit de vos négociations avec la communauté urbaine, devra être mis au point pour le 31 octobre prochain, parallèlement au programme régional de développement et d'équipement, et transmis alors officiellement aux administrations régionales et nationales, pour accords, observations ou instructions éventuels, selon les cas, ainsi qu'au Commissariat général du Plan. Vous y joindrez, dûment rempli, le tableau joint en annexe n° II à la présente circulaire. Le contrat de plan sera signé par vos soins au nom de l'Etat, après la mise au point du programme régional de développement et d'équipement, soit à la fin du mois de décembre 1971, et une fois que vous aurez reçu les délégations de pouvoir nécessaires.

*

* *

Nous tenons, en conclusion, à souligner l'importance de cette expérience, à laquelle le Gouvernement attache un intérêt tout particulier, pour l'amélioration de la gestion des collectivités locales et pour la mise en œuvre de nouvelles relations financières entre l'Etat et les collectivités locales. Elle devra constituer, en particulier, une incitation à la définition de politiques financières à long terme des communautés urbaines et à la mise en place des instruments, tant financiers que réglementaires ou techniques, d'une urbanisation cohérente.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous faire part, sous le timbre du Ministère de l'Intérieur (Direction générale des Collectivités locales), du Ministère de l'Economie et des Finances (Direction du Budget, Direction de la Comptabilité Publique), du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire (Commissariat général du Plan), de vos observations ou questions éventuelles relatives à la présente circulaire. Le cas échéant, si vous l'estimez nécessaire, une réunion pourra être organisée à Paris, dans le courant du mois de septembre, avec les administrations intéressées pour examiner les difficultés que vous pensez devoir rencontrer dans la préparation des premiers contrats de plan.

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

JACQUES CALVET.

Le Ministre de l'Intérieur,

RAYMOND MARCELLIN.

*Le Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé du Plan
et de l'Aménagement du Territoire,*

ANDRÉ BETTENCOURT.

17 janvier 1970.

INSTRUCTION
N° 72-28 - B - M
du
16 février 1972.

LA CAISSE DES DEPOTS ET LES CONTRATS DE PLAN

La présente note a pour objet d'étudier dans quelles conditions « l'engagement parallèle » de la Caisse des Dépôts pourrait se réaliser.

Pendant les négociations préalables au contrat de plan, la Caisse des Dépôts procède à l'examen, une à une ou par sous-secteur, des opérations dont l'engagement est prévu au cours de chacune des trois premières années et détermine ce qui, par application des règles habituelles d'attribution des prêts, va constituer le « plancher » de son intervention. Le « plafond », lui, s'établit en déduisant de la charge totale incombant à la communauté urbaine (charge calculée sur la base des dépenses réelles prévisibles), la part minimum d'autofinancement déterminée d'un commun accord entre les parties au contrat. La Caisse des Dépôts arrête alors le montant total des concours qu'elle se propose d'accorder, toutes catégories de prêts confondues.

A l'issue des négociations, pour permettre à la communauté urbaine de signer le contrat de plan en connaissance de cause, la Caisse des Dépôts prend par simple lettre l'engagement de principe de financer le contrat de plan à hauteur convenue étant entendu qu'à toute modification du contrat, notamment à l'occasion de son glissement annuel, correspondra nécessairement une révision négociée de l'engagement de la Caisse des Dépôts.

Pour permettre, cette révision négociée, la Caisse des Dépôts aura connaissance des résultats des comptabilités d'engagements et des bilans successifs d'exécution du contrat de plan.

Après la signature du contrat de plan par l'Etat et la communauté urbaine, la Caisse des Dépôts reconnaît à l'engagement de l'Etat la valeur et les effets d'une décision globale de subvention transformant, *ipso facto*, son propre engagement de principe en engagement ferme.

Toutefois, il apparaît nécessaire d'éviter une mobilisation prématurée des emprunts. A cet effet, les possibilités annuelles de réalisation des emprunts au titre du contrat de plan et de ses avenants sont déterminées en appliquant à la masse des crédits de paiement prévus au budget annuel de la communauté urbaine pour les investissements dont la liste sert à la détermination des engagements financiers du contrat, le taux global de couverture par l'emprunt prévu pour le financement de ces investissements.

En cas de non-réalisation des investissements prévus au budget de la communauté urbaine, les facultés de prêt qui auront été prématurément appelées par l'emprunteur viendront en déduction de celles susceptibles de lui être offertes au titre de l'année suivante.

De toute façon les possibilités annuelles d'emprunts feront l'objet d'un échéancier arrêté par accord entre la communauté urbaine et la Caisse des Dépôts. Un ou plusieurs contrats de prêt seront établis en tant que de besoin sous la forme de prêts globaux.

*
* *

En même temps que seront conduites les négociations préalables au contrat de plan dont l'objet se limite à la partie jugée prioritaire du plan de modernisation et d'équipement (P. M. E.), la Caisse des Dépôts et la communauté urbaine procéderont, sous la forme habituelle, à la mise au point d'un programme annuel de prêts qui intégrera les engagements annuels pris au titre du contrat de plan et réglera, en complément, le financement des investissements prévus au P. M. E. mais non retenus dans ledit contrat.

COMMUNAUTE URBAINE

Exécution du contrat de Plan

PROGRAMME

NOMENCLATURE du Plan.	LIBELLÉ DE L'OPÉRATION	CATÉGORIE d'investissement (1).	PRÉVISIONS					
			Coût total.	Répartition des financements.				
				Subventions Etat.	Autofinan- cement.	Emprunt C. D. C.	Autres finance- ments.	Total.
	—							
	—							
	—							
	—							
	Total secteur 1....							
	—							
	—							
	—							
	Total secteur 2....							
	—							
	—							
	—							
	Total des secteurs..							
	Opérations globali- sées							
	—							
	—							
	TOTAL GÉNÉRAL							

(1) Quelle qu'en soit la nature : emprunts autres que C. D. C., participation, autofinancement complémentaire de l'auto-

ANNEXE N° 3

Modèle 1.

DE.....

à la date du.....

197.....

Opérations directes.

Opérations indirectes.

(Rayer la mention inutile.)

[illegible]

financement prévu au contrat.

CONTRAT DE PLAN DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE.....

Opérations de l'Etat { Directes (1).
 { Indirectes (1).

PROGRAMME 197....

NOMENCLATURE du Plan.	LIBELLÉ DE L'OPÉRATION	CATÉGORIE d'investisse- ment.	PRÉVISIONS autorizations de programme.	RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 197..			CUMUL DES RÉALISATIONS			NUMÉRO de série de la fiche d'opération.	OBSERVATIONS
				Autorisa- tions de programme.	Engagement	Mandate- ment.	Autorisa- tions de programme.	Engagement	Mandate- ment.		
	Total secteur 1....										
	Total secteur 2....										
	Total des secteurs.										
	Opérations globalisées..										
	Total général..										

(1) Rayer la mention inutile.

OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR L'ÉTAT												
Equipements.												
Répartition des financements.												
Commune urbaine.												
à la commune urbaine.												
Subventions.												
Versées à												
A. P. affectées.												
Prévision.												
(7)												
Mandatement.												
Engagement.												
A. P. affectées.												
Prévision.												
(2)												
Mandatement.												
Prévision.												
(5)												
Mandatement.												
Engagement.												
A. P. affectées.												
Prévision.												
(1)												
Total												
Participations versées à des tiers (2) :												
— tiers W.												
— tiers X.												
— tiers Y.												
— tiers Z.												
Total												
Opérations directes (1) :												
Secteur 1.												
Secteur 2.												
Secteur 3.												
Secteur 4.												
Secteur 5.												
Secteur 6.												
Total												

* Quelle qu'en soit la nature (emprunts autres que C. D. C., participations, autofinancements complémentaires de l'au (1) Article 2 du contrat. — (2) Article 3 du contrat. — (3) Article 5 du contrat. — (4) Article 6 du contrat. — (5) Arti

Modèle 3.

[illegible]

tofinancement prévu au contrat).

cle 8 du contrat. — (6) Engagement annexe C.D.C. — (7) Article 9, alinéa 1. — (8) Article 9, alinéa 2.

officiels, 26, rue Desaix.